

L'indispensable élément du développement: les citoyens

La place de l'Education au Développement (EAD¹) dans les discours sur le développement

Une prise de position du DARE Forum de CONCORD²

Mai 2011



Participants à la DESS (Ecole d'été en Education au Développement). Hongrie, 6-16 juin 2011

Introduction

Le développement en tant que responsabilité partagée

Le terme "développement" reste souvent associé à une approche paternaliste du progrès, basée sur la charité : l'aide aux "pays sous-développés" devrait leur permettre d'atteindre le niveau des "pays développés du Nord". En suivant la pensée du professeur Ananta Kumar Giri (Institut d'Etudes du Développement de Madras), le DARE Forum rejette cette conception verticale du développement et propose un modèle horizontal, basé sur la responsabilité humaine partagée³ :

Il est nécessaire de repenser le développement en tant qu'initiative dans laquelle les agents de développement comme les bénéficiaires prennent leur propre développement en main. Il est également indispensable de repenser l'éthique non seulement comme un engagement à prendre soin des autres mais comme un engagement à prendre soin de soi. [...] Le développement [est] une responsabilité humaine partagée et [...] une possibilité humaine partagée.

Le développement, compris comme une responsabilité partagée pour la planète et l'humanité, nécessite des changements et des efforts de la part de tous les acteurs concernés – de tous les êtres humains, en fait. L'éducation au développement (Development Education and Awareness Raising: DEAR)⁴, en tant qu'éducation au changement incluant une perspective globale, a une histoire longue et importante qui l'a amenée à insister sur

- La promotion de **valeurs** qui permettent aux gens de s'engager dans un dialogue respectueux et ouvert les uns avec les autres, sur un pied d'égalité, afin d'identifier des priorités communes en vue de l'obtention de bénéfices mutuels ;

- l'importance de la **citoyenneté mondiale active** pour la justice sociale et le développement humain ;
- une approche éducative, d'apprentissage et de plaidoyer, basée sur les **droits humains**⁵.

Par une prise de conscience active et un processus d'apprentissage, l'EAD facilite l'action et l'engagement pour des changements positifs grâce à ce double objectif⁶ :

- a) *Développer [...] la conscientisation des citoyens, leur compréhension critique d'un monde interdépendant et de leur rôle, de leur responsabilité et de l'importance d'un mode de vie compatible avec une société mondialisée.*
- b) *Soutenir l'engagement actif des acteurs dans leurs initiatives locales et mondiales pour éradiquer la pauvreté et promouvoir la justice, les Droits de l'Homme et des modes de vie durables.*

Ce processus contribue de manière significative au développement, au sens d'une responsabilité humaine partagée, en particulier en

- mobilisant l'**engagement public**
- facilitant l'émergence d'une **citoyenneté mondiale**
- encourageant le **développement de nouveaux paradigmes**

Cet article explique comment ces différents axes sont développés.

Participants à la DESS 2010 (Ecole d'été en Education au Développement)



L'EAD encourage l'engagement public

Malgré une mondialisation toujours plus rapide, une augmentation continue de la générosité publique au profit des ONGs de développement⁷ ainsi que de nombreux efforts de sensibilisation (par exemple, avec les Objectifs du Millénaire pour le Développement), un manque d'intérêt pour la pauvreté dans le monde persiste :

"Le public dans son ensemble reste peu intéressé et mal informé. Même des personnes engagées ne parviennent pas à tenir une longue conversation sur la dette, le commerce ou l'aide."⁸

Cependant, le développement a besoin de citoyens davantage actifs et mieux informés et cela pour trois raisons :

- **Le soutien du citoyen donne une légitimité** aux ONGs et aux gouvernements pour mener des actions politiques bien informées, responsables et décisives en faveur de la lutte contre la pauvreté et pour la justice mondiale ;
- **Des individus engagés font la différence** dans leur comportement quotidien (ex : consommateurs responsables, bénévoles, citoyens 2.0 ou électeurs)
- **Le soutien du public permet d'ouvrir un espace de débat** sur les causes de la pauvreté mondiale, et de mettre en œuvre des changements de systèmes, nécessaires pour faire face aux problématiques internationales de justice et de pauvreté.

Ni la communication sur le développement ni les grandes campagnes d'opinion ne parviennent à inciter les citoyens à s'engager de manière suffisamment profonde et pertinente : le soutien reste superficiel et peu conséquent. Afin de créer un soutien et un engagement durables pour la justice mondiale, les ONGs devraient tenter de renforcer les valeurs positives et profondes: le véritable niveau de développement éthique d'une société est révélé par le nombre de citoyens prêts à choisir des valeurs qui dépassent leurs intérêts personnels immédiats. Une étude à ce sujet démontre que les personnes ayant de fortes valeurs qui transcendent leurs propres intérêts, s'engagent davantage et à plus long-terme dans des comportements « pro-sociaux ». L'EAD propose une approche pour renforcer ces valeurs et faciliter un processus éducatif⁹.

L'EAD forme avec succès des personnes qui peuvent transmettre ces valeurs au sein de la société et favoriser un soutien public plus large et plus profond, ce qui s'avère crucial pour le succès de n'importe quel mouvement en faveur de la justice mondiale. Si les ONGs et les institutions publiques souhaitent amener **les enjeux du développement** et de la justice globale au cœur du débat public et si elles cherchent à y impliquer **l'ensemble des citoyens** – et ainsi obtenir un **réel mandat démocratique pour les changements politiques nécessaires** (en particulier sur des thématiques comme le commerce, l'immigration et le changement climatique), elles doivent adopter des politiques beaucoup plus ambitieuses en matière d'EAD.



Ville de Goa, Inde – Des femmes préparent une manifestation en faveur de droits civils et d'un environnement sain ; 26 Novembre 2007 (vicspacewalker) www.shutterstock.com

Recommandations aux ONGs et autres acteurs du développement

Toutes les activités qui impliquent le public (communication « on- et off-line », plaidoyer, recherche de fonds, campagnes d'opinion, éducation au développement et activités de sensibilisation) devraient se référer à un ensemble de valeurs universelles (l'humanisme, la solidarité, la justice globale, le bien-être pour tous) et les promouvoir. Les ONGs ne devraient pas discréditer de telles valeurs par des messages contradictoires basés sur des motivations à court-terme et centrés sur les intérêts personnels¹⁰. Les conceptions et les pratiques de l'EAD peuvent fournir la philosophie et la méthodologie de cette approche.



L'EAD favorise l'émergence d'une société civile mondiale

La mondialisation économique, comprenant la globalisation des chaînes de production, des flux financiers et des marchés, est une réalité indéniable. La sphère politique y réagit en installant des mécanismes internationaux, par exemple au sein des Nations Unies ou en dehors (G20, OMC). L'émergence d'une société civile mondiale est cruciale pour construire une mondialisation plus juste à travers :

- un espace qui favorise le **dialogue, l'apprentissage mutuel, la participation et l'interaction réfléchie** des citoyens ;
- une **alternative économique** basée sur les valeurs et non sur la recherche de profit dans le secteur des affaires;
- un garde-fou, **un contre-pouvoir et un regard « d'avance »** sur les processus économiques et politiques.

Cette citoyenneté mondiale peut être décrite comme suit:

Un espace délibératif défini par les interactions réfléchies [basées sur] une conversation au cours de laquelle nous parlons de nos inquiétudes morales, nos passions, en même temps que nous pensons aux meilleurs moyens de résoudre nos problèmes.¹¹

La création d'une telle citoyenneté mondiale n'est pas uniquement la tâche de l'élite des ONGs internationales. La réussite du développement, de la formation et du tissage d'une citoyenneté mondiale pourra être reconnue le jour où, dans le monde entier, des personnes travaillent ensemble en tant que citoyens responsables dans un partenariat équitable. L'EAD est particulièrement bien placée pour contribuer à ce processus :

- N'étant pas impliquée dans une approche de "donneur tout-puissant versus bénéficiaire reconnaissant", (encore souvent associée à la coopération au développement), l'EAD peut fournir une approche égalitaire nouvelle et authentique

d'un **dialogue international**, basé sur la réciprocité, le respect et l'apprentissage mutuel, et contribuer ainsi à l'émergence d'une **éthique mondiale et de valeurs partagées**.

- La promotion des responsabilités et des droits de l'individu à travers les outils et les méthodes reconnues de l'EAD, est un aspect vital du développement et de la consolidation d'une **conscience citoyenne mondiale**, qui fonde les bases d'une société civile mondiale.
- L'implication active des citoyens interconnectés à l'échelle de la planète telle qu'elle est promue par les principes et les pratiques de l'EAD fournissent **légitimité et contrôle démocratiques** à l'action politique.

L'importance d'une telle activité citoyenne est soulignée dans un des 8 principes d'efficacité du développement adoptés par les organisations de la société civile (OSC) à Istanbul.

Les OSCs sont des acteurs de développement efficaces lorsqu'elles soutiennent le renforcement des capacités et la participation inclusive des personnes pour qu'elles étendent leur contrôle démocratique sur les politiques et les initiatives de développement qui affectent leurs vies.¹²

Ceux qui observent et critiquent les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) ont sans cesse mis en exergue l'importance de la transversalité de l'OMD 8 – le partenariat mondial – en tant que composante-clé à l'atteinte des 8 Objectifs de développement. Tout plan d'action qui sera développé au-delà de 2015 devra inclure le partenariat mondial comme étant un élément indispensable à la résolution des problèmes mondiaux. Il est donc essentiel pour le travail européen de développement d'investir dans la capacité des citoyens européens à jouer leur rôle dans l'émergence d'une citoyenneté mondiale forte et dynamique.

Recommandations aux ONGs et autres acteurs de développement

Les ONGs européennes et internationales devraient contribuer à la création d'une citoyenneté mondiale en renforçant la responsabilisation et la participation citoyenne, sur base des responsabilités et des droits encouragés par les principes et pratiques d'EAD, en Europe et au-delà. Les ONGs de développement devraient initier et consolider des alliances avec les mouvements sociaux, les mouvements de jeunesse, les syndicats et les autres acteurs de la société civile.

Tout plan d'action en faveur des politiques européennes de développement (et particulièrement à partir de 2015) doit inclure l'objectif de construire une citoyenneté mondiale en mobilisant les personnes aussi bien en Europe qu'ailleurs pour les inciter à devenir des citoyens du monde connectés avec les espoirs et les préoccupations de citoyens situés ailleurs dans le monde, dans le but de constituer une vision partagée du rôle de l'Europe dans le futur de notre planète.

L'EAD encourage le déploiement de nouveaux paradigmes

Ces dernières années, le secteur du développement a vu l'apparition de nouveaux paradigmes aujourd'hui largement acceptés :

- **L'Approche basée sur les Droits Humains (ABDH)** dépasse de loin les notions de besoins et de charité, et met au cœur les droits et les responsabilités des personnes.
- **La Cohérence des Politiques pour le Développement (CPD)** tente de s'attaquer aux causes de la pauvreté dans le monde dans des domaines tels que le commerce, la migration ou les changements climatiques, en allant au-delà des politiques d'aide et de la coopération au développement.
- **L'Efficacité du Développement** élargit le débat sur la qualité et la coordination à des problématiques non humanitaires

Les principes et approches de ces paradigmes sont à la base de la politique et de la pratique de l'EAD. Dès lors, l'EAD peut être un outil majeur pour les promouvoir et les rendre plus efficaces à l'avenir :



PORT-AU-PRINCE – Rassemblements de résidents en vue de futures actions suite aux atrocités présumées commises par les ONGs à Haïti ; 31 Août 2010 (Arindambanerjee) www.shutterstock.com

Paradigme

L'Approche basée sur les Droits Humains pour le développement s'appuie sur le droit individuel et collectif de prendre son propre développement en main et le met au centre de toute intervention pour le développement : ce n'est pas la satisfaction de besoins identifiés de l'extérieur, mais c'est bien le droit des personnes à choisir leur voie de développement. L'acquisition de compétences et l'éducation populaire renforcent les communautés dans leurs choix et dans la mise en œuvre de leur propre développement. Le plaidoyer a toute son importance pour parvenir à des changements systémiques. L'aide et l'assistance extérieure (par exemple de l'Europe) se limitent à des contextes fragiles comme les situations humanitaires¹³.

La Cohérence des Politiques pour le Développement est un point majeur dans la lutte contre la pauvreté : les états riches doivent en finir avec les politiques fiscale, agricole, commerciale ou de pêche qui ont des conséquences désastreuses sur le développement. Lorsque les flux financiers illicites du Sud vers le Nord sont 10 fois supérieurs à la totalité de l'aide envoyée par le Nord vers le Sud¹⁶, toute politique d'aide semble ridicule. La cohérence des politiques de développement est centrale pour un monde plus juste.

L'Efficacité du Développement incorpore la coopération au développement dans les plans d'action concernant la cohérence des politiques publiques (CPD) et l'approche basée sur les droits Humains (ABDH): la coopération au développement ne peut être efficace qu'au travers de politiques pertinentes, cohérentes et coordonnées, et uniquement si les problèmes non spécifiques à l'aide sont systématiquement résolus.

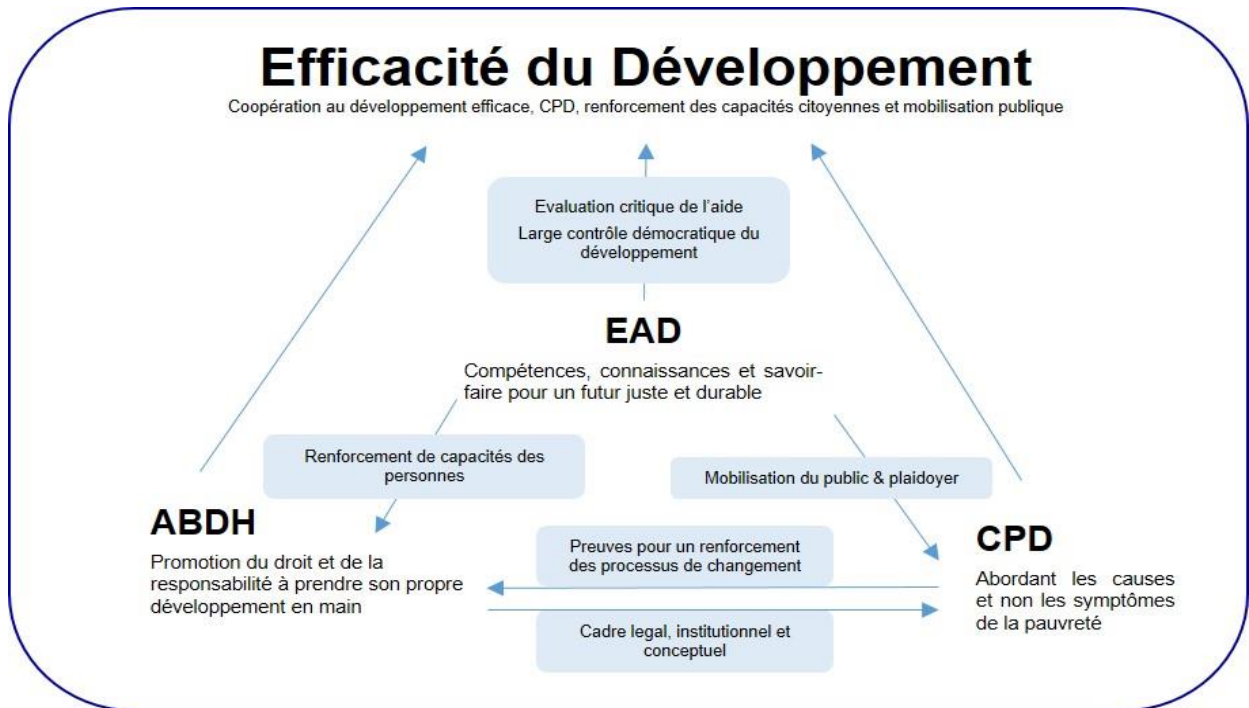
L'apport de l'EAD

L'EAD vise à **renforcer le pouvoir d'action des citoyens pour qu'ils soient responsables et actifs**. Elle fournit des connaissances, des compétences et des savoir-faire qui permettent aux citoyens de devenir des acteurs autodéterminés et non de simples objets parmi ces enjeux planétaires. Elle considère ces groupes-cible comme des sujets ayant des droits et des responsabilités. L'éducation aux Droits Humains et l'EAD sont historiquement et conceptuellement liées dans leurs structures théoriques¹⁴. Cette approche de l'EAD basée sur le pouvoir d'action existe aussi bien en Europe que dans des pays en développement. Son application signifie mettre en œuvre un processus de changement politique – le plaidoyer¹⁵ - au niveau local, national et international.

La théorie et la pratique de l'EAD fournissent une analyse critique des structures politiques qui créent et renforcent les inégalités mondiales, et en font la pierre angulaire de toute discussion autour de la cohérence des politiques publiques. Les problématiques telles que la migration, les changements climatiques, le commerce ou la responsabilité sociale des entreprises sont centrales dans les pratiques de l'EAD depuis plusieurs années. **La mobilisation citoyenne, à travers les campagnes de sensibilisation et d'autres méthodologies de l'EAD, est un élément puissant pour les actions de plaidoyer** sur les enjeux de la cohérence des politiques publiques¹⁷.

L'EAD fournit une structure au sein de laquelle **le public peut évaluer l'aide et le développement de manière critique**. L'aide peut être discutée dans un cadre qui dépasse l'industrie de l'aide; les comportements inefficaces peuvent être questionnés de manière constructive, et il est possible de favoriser un contrôle démocratique large sur les plans de développement au niveau mondial. Sur cette base, la société civile mondiale, la Citoyenneté Mondiale, peut réclamer une amélioration des politiques de développement.

L'EAD et les nouveaux paradigmes de développement



Recommandations aux ONGs et à d'autres acteurs du développement

Les ONGs de développement devraient intégrer l'Approche Basée sur les Droits Humains dans leurs politiques et leurs pratiques en utilisant des processus d'apprentissages participatifs, transformatifs et basés sur des valeurs telles que celles proposées par l'EAD, menant à un engagement durable pour un changement positif.

Les ONGs de développement devraient inclure l'EAD dans le plaidoyer destiné à la cohérence des politiques publiques, de manière à créer un espace de débat public, nécessaire pour contrer les causes réelles de la pauvreté mondiale.

Tous les acteurs de développement devraient favoriser les citoyens à poser un jugement critique sur la coopération au développement pour qu'ils puissent exercer un contrôle démocratique sur les plans de développement au niveau mondial.



Notes de bas de page

¹ Sur l'ensemble du document nous avons retenu la terminologie « éducation au développement » (EAD).

² Le DARE Forum (Development and Awareness-Raising Education) est un groupe de travail de CONCORD sur l'EAD. CONCORD est la plateforme européenne des ONGs.

³ [A.K. Giri and P.Q. van Ufford: A Moral Critique of Development: Ethics, Aesthetics and Responsibility](#). Aalborg 2004, page 20.

⁴ Le DARE Forum de CONCORD utilise la terminologie DEAR, qui est également employée par la Commission Européenne. Les termes tels qu'Education Globale, Education au Développement Durable ou Education à la Citoyenneté Mondiale sont utilisés par d'autres acteurs dans d'autres contextes. Bien que chacun de ces concepts comporte différentes nuances, ils se chevauchent par extension et sont souvent utilisés comme synonymes. Voir aussi la définition officielle de l'Education au Développement de CONCORD à la fin de cet article.

⁵ L'approche basée sur les droits humains (ABDH), telle que la comprend CONCORD, met le droit individuel et la responsabilité pour le développement au centre de toute activité. Il ne s'agit pas d'une mise en œuvre extérieure des droits humains dans une société ou communauté donnée (ex : « exportation de la démocratie »). Voir détails sur l'ABDH et l'EAD à la page 5 de ce document.

⁶ La définition de l'EAD pour le DARE Forum de CONCORD correspond à celle donnée dans le rapport final de «L'étude sur l'expérience et les actions des principaux acteurs actifs dans le champ de l'éducation au développement», "[DEAR Study](#)".

⁷ « Au Royaume-Uni, les donations ont considérablement augmenté depuis 1995, et de manière très marquée depuis 2003. On observe une tendance à la hausse régulière depuis 1979" ([A. Darnton, M. Kirk: Finding Frames: New ways to engage the UK public in global poverty, London 2011](#), page 24.

⁸ [A. Darnton, M. Kirk: Finding Frames: New ways to engage the UK public in global poverty, London 2011](#), page 6. D'autres arguments de ce paragraphe se basent sur les conclusions de ce rapport. Alors que la publication se réfère au public du Royaume Uni, la situation dans d'autres pays de l'UE ne serait sans doute pas excessivement différente – du moins, pas meilleure.

⁹ « Les processus éducatifs tournés vers l'action donnent aux personnes des occasions de s'engager de manière croissante, profonde et durable dans le temps" ([A. Darnton, M. Kirk: Finding Frames: New ways to engage the UK public in global poverty, London 2011](#), page 10)

¹⁰ Par exemple, en se référant à des catastrophes comme le tsunami au Japon (mars 2011) pour rassembler des fonds, alors que la valeur ajoutée de l'ONG n'est pas claire. Voir [Does Japan need your Donation? in the Aidwatch Blog](#)

¹¹ Mary Kaldor in M. Baillie Smith: International non-governmental development organizations and their Northern constituencies: development education, dialogue and democracy, *Journal of Global Ethics* 4(1) 5-18, 2008, page 7.

¹² [Principes d'Istanbul](#) sur l'efficacité des organisations de la société civile.

¹³ Voir aussi CONCORD Article sur les Principes de Dialogue Structuré (Juin 2010), page 6: « 2.2 L'implémentation/la mise en œuvre de projets et programmes de développement est mieux réalisée par les acteurs locaux, la société civile locale incluse, et si possible les autorités locales en partenariat avec les OSCs européennes. [...] Dans des environnements plus fragiles, les OSCs européennes jouent encore un rôle important dans le soutien à l'implémentation/la mise en œuvre des programmes, ainsi que dans la consolidation des capacités et des alliances des OSCs. »

¹⁴ Les conceptions pédagogiques de renforcement des capacités telles que *l'Education Populaire* de Paulo Freire sont au centre de l'EAD.

¹⁵ Le plaidoyer en tant que processus de changement structurel initié par la société civile fait partie du concept d'EAD adopté par CONCORD : «L'EAD [...] cherche à peser sur les gouvernements au niveau national et international pour des politiques économiques, sociales, environnementales basées sur les droits humains, qui soient justes et durables.». [Site Internet de DEEEP](#).

¹⁶ «L'ensemble des flux de capitaux pour les pays en développement s'élèvent à 571 milliards USD en 2006 (Banque Mondiale 2007). De cette somme, 70 milliards USD proviennent de donateurs. Kar et Mamadov (2008) estiment les flux d'argent illégaux de ces nations à 641-979 milliards USD en 2006. Même les estimations les plus basses indiquent que la sortie de capitaux illégaux est plus importante que la somme totale des capitaux légaux entrants. **La totalité des sorties de capitaux illégaux est environ 10 fois plus importante que la totalité des aides au développement envoyées à ces pays.** » [Commission on capital flight from developing countries: Tax Havens and Development. Oslo 2009](#), page 87.

¹⁷ Par exemple, les citoyens du mouvement ATTAC ont suggéré de mettre en place une taxe sur les transactions financières internationales depuis plus de 10 ans. De plus, la campagne « Clean Clothes » (« Ethique sur l'Etiquette » en France ou « Vêtements Propres » en Belgique) a contribué de manière significative à la conscientisation et à certains changements dans le comportement des consommateurs, entraînant une amélioration significative des conditions de production d'articles de sports et de l'industrie textile.

L'indispensable élément du développement: Les citoyens

La place de l'Education au Développement (EAD) dans les discours sur le développement

Résumé de la prise de position du DARE Forum de CONCORD – Mai 2011

Le développement en tant que responsabilité partagée pour la planète et l'humanité a besoin de citoyens engagés à travers le monde. L'Education au Développement (EAD) participe activement à la création de ce processus:

L'EAD encourage l'engagement public

Le Développement a besoin de citoyens davantage actifs et mieux informés pour 3 raisons:

- Le soutien du citoyen donne une légitimité aux acteurs de développement.
- Des individus engagés font la différence dans leur comportement quotidien.
- Le soutien du public permet d'ouvrir un espace de débat sur les causes de la pauvreté mondiale.

L'EAD facilite à l'échelle mondiale le débat démocratique à propos des questions de développement et fait de la justice sociale une préoccupation de tous les citoyens.

Des politiques plus ambitieuses en matière d'EAD sont nécessaires, en particulier dans des matières non liées à l'aide, comme le commerce ou le changement climatique, en vue d'un réel changement démocratique en faveur de décisions plus justes et solidaires.

L'EAD favorise l'émergence d'une société civile mondiale

L'émergence d'une société civile mondiale est cruciale pour la construction d'une mondialisation plus juste. L'EAD promeut une véritable interaction entre les citoyens responsables du monde, ce qui est un signe constitutif de la Société Civile Mondiale :

- N'étant pas impliquée dans une approche de "donneur tout-puissant versus bénéficiaire reconnaissant", l'EAD peut faciliter un dialogue international basé sur la réciprocité, le respect et l'apprentissage mutuel, et contribuer ainsi à l'émergence d'une éthique mondiale et de valeurs partagées.
- Les outils et méthodes de l'EAD soutiennent les droits et responsabilités individuels et favorise la Citoyenneté Globale.
- L'engagement des citoyens donne une légitimité à l'action politique.

Tout futur plan d'action en développement doit prendre en compte la construction d'une Société Civile Globale par la responsabilisation des citoyens.

L'EAD encourage le déploiement de nouveaux paradigmes

L'EAD contribue activement aux paradigmes aujourd'hui largement acceptés :

- La responsabilisation des citoyens est un principe central de l'Approche basée sur les Droits Humains pour le Développement.
- La Cohérence des Politiques pour le Développement ne peut être efficace que si elle est portée par la mobilisation des citoyens.
- A travers l'EAD, le public porte un regard critique sur l'aide et le développement et contribue ainsi au principe d'efficacité du Développement.

Le **DARE Forum de CONCORD** travaille pour *approfondir la prise de conscience du public européen* quant aux enjeux du développement et *promouvoir une compréhension critique* du développement et des problématiques liées à l'interdépendance dans le monde. Il vise à promouvoir la participation de tous les citoyens de l'Union Européenne à l'éradication de la pauvreté et de toute forme d'exclusion. Nous cherchons à encourager et à influencer, au niveau national et international, les politiques économiques, sociales, environnementales afin qu'elles soient plus justes, plus équitables et durables, basées sur les droits humains.

L'éducation au développement est un processus d'apprentissage actif, fondé sur des valeurs de solidarité, d'égalité, d'inclusion et de coopération. Elle permet aux acteurs de passer de la simple prise de conscience des priorités du développement international et du développement humain durable à une compréhension éclairée des causes et des effets des problèmes mondiaux, favorisant ainsi un engagement personnel et une participation active des citoyens européens et des institutions publiques. Le concept d'éducation au développement est complexe et multidisciplinaire, et prend des formes différentes à travers l'Europe, incluant la sensibilisation, l'éducation formelle, non formelle et informelle, l'éducation permanente, les campagnes de sensibilisation, le plaidoyer, la formation et l'apprentissage.

Elle implique des acteurs divers, majoritairement des organisations non gouvernementales (ONG), des organisations de la société civile (OSC), des syndicats, des éducateurs, des médias et des institutions publiques.

CONCORD Development Awareness Raising & Education Forum
c/o DEEEP, 10 Square Ambiorix, 1000 Brussels – Tel: +32 (0) 2 743 87 88
www.deeep.org – www.concordeurope.org
DEEEP is a project co-funded by the European Union

